

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 27/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAEL

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : IC240767-VAT
Code AIOT : 0010000374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/12/2024 dans l'établissement SCAEL implanté Les Terres Noires 28410 Marchezais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

INCIDENT : Déclenchement d'une alarme incendie du magasin engrais le 23 décembre 2024

Inspection diligentée suite au déclenchement manuel d'une alarme incendie située au magasin engrais du site SCAEL Marchezais.

Les services de secours ont été alerté par un employé d'une ICPE de la zone d'activité.

Les pompiers sont intervenus à 20h50 heures à la suite d'un déclenchement d'alarme incendie. Les reconnaissances effectuées ne révélaient pas de fumée mais que 2 portes d'accès au bâtiment où sont stockés 1 000 tonnes d'ammonitrate n'étaient pas verrouillées laissant le libre accès à l'intérieur du bâtiment. Le commandant des opérations de secours a signalé un dysfonctionnement des exutoires et un dysfonctionnement de la téléassistance.

L'inspection des installations classée s'est rendue sur place le matin du 24 décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL
- Les Terres Noires 28410 Marchezais
- Code AIOT : 0010000374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la SCAEL à Marchezais est un complexe céréaliers qui exploite :

- un stockage d'engrais solide classé sous le régime de l'autorisation ;
- un stockage d'engrais liquide ;
- un stockage de céréales classé sous le régime de l'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection incendie du magasin engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
2	Déclaration de l'évènement et transmission du rapport d'accident/incident	Code de l'environnement du 24/12/2024, article R512-69	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Procédure d'alerte de la SNCF	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
4	Stockage de liquide susceptible de créer une	Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.2.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pollution				
5	Clôture du magasin engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
6	Entretien de la réserve incendie	AP Complémentaire du 18/08/2008, article 5	/	Demande d'action corrective	30 jours
7	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/11/2015, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie du magasin engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie du magasin engrais
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2025
Prescription contrôlée : [...] Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux

référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans.

L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Constat VI du 23/12/24 :

Le 23 décembre 2024, l'alarme incendie du magasin engrais s'est déclenchée suite à une action manuelle d'un boîtier incendie situé au droit de la porte de la case 3.

Le magasin engrais est constitué de 8 cases dont 7 cases stockent de l'engrais solide.

Le système de détection incendie possède un traceur et est séparé en 2 zones distinctes (zone 1 : case 4,5,6,7 et zone 2 : case 1,2,3 - la case 8 étant libre). Ces deux zones possèdent un système de désenfumage distinct.

L'inspection a pu constater que le bouton incendie situé au droit de la porte de la case 3 a été enfoncé (glace brisée).

L'exploitant a précisé que les exutoires de la zone 2 correspondant aux cases 1,2 et 3 se sont tous actionnés automatiquement et qu'une trappe de la zone 1 (case 4, 5, 6 et 7) s'est ouverte automatiquement alors qu'elle n'aurait pas dû s'ouvrir.

L'inspection a pu constater sur une photo du tableau de la centrale incendie, prise par le responsable travaux maintenance, le soir de l'incident :

- que l'origine de l'alarme était un déclenchement manuel (voyant Bouton Bris de Glace allumé) ;
- que le voyant indiquant le déclenchement des trappes de désenfumage de la zone 1 (cases 4, 5, 6 et 7) est allumé ;
- que le voyant indiquant le déclenchement des trappes de désenfumage de la zone 2 (cases 1, 2 et 3) est éteint ;
- que l'alarme s'est déclenchée.

L'inspection note une incohérence entre les voyants lumineux du tableau de la centrale incendie qui indiquent un déclenchement de la zone 1 et le déclenchement des exutoires de la zone 2 intervenu le 13 décembre 2024.

Par ailleurs, l'exploitant et les services de secours ont confirmé que les systèmes de détection incendie ne sont pas en bon état de fonctionnement :

- le report de l'alarme incendie n'a pas fonctionné lors de l'incident survenu le 23 décembre 2024 à 20h50. D'après l'exploitant, la télésurveillance Cinq sur Cinq sécurité n'a pas été prévenue. Les services de secours ont été alerté par un employé d'une ICPE de la zone d'activité.
- une seule trappe de désenfumage de la première zone 1 (cases 4,5,6 et 7) du magasin engrais s'est déclenchée lors de l'incident.

Lors de l'incident, les trappes de la deuxième zone (cases 1,2,3) ainsi qu'une trappe de la zone 2, du magasin engrais se sont ouvertes et les sparklets CO2 de désenfumage ont été consommées.

L'inspection souligne que l'exploitant ne dispose pas de sparklets de rechange. Les trappes de désenfumage ne peuvent donc plus s'ouvrir en cas de besoin et ne sont donc pas fonctionnelles.

Par courriel daté du 23 décembre 2024, l'exploitant a indiqué :

- analyser les causes du dysfonctionnement de report d'alarme de la télésurveillance ;

- analyser les causes du dysfonctionnement du déclenchement des exutoires ;
- rechercher en urgence des bouteilles d'air comprimé pour les exutoires afin de remplacer les bouteilles vides.

L'exploitant a transmis à l'inspection le compte-rendu n° CR 11 2024 12 116 057 relatif à l'intervention du 4 décembre 2024 concernant la visite d'inspection technique périodique de la détection incendie du magasin engrais. Les essais et contrôles des systèmes n'ont révélé aucune anomalie.

Constat :

Les systèmes de détection incendie ne sont pas fonctionnels.

Absence de transmission de l'alarme de détection de décomposition des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès aux installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

L'exploitant transmet notamment :

- **le fil de l'eau du système de sécurité incendie (SSI), c'est à dire l'historique du système pour la journée complète du 23 décembre au 24 décembre ;**
- **les consignes de maintenance du système de sécurité incendie.**

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Déclaration de l'évènement et transmission du rapport d'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/12/2024, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'évènement et transmission du rapport d'accident/incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat VI du 24/12/2024 :

L'exploitant n'a pas déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées l'incident survenu le 23 décembre 2024.

L'exploitant n'a pas transmis de rapport d'incident.

Par courriel daté du 24 décembre, l'exploitant a précisé que son "responsable HSE est en congés " et qu'il n'a " pas accès pour compléter ce document. Cette fiche incident sera faite début janvier. "

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Procédure d'alerte de la SNCF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Alerte SNCF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2024

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant met en place une procédure d'alerte de la SNCF. Cette procédure encadre les opérations à mener en cas d'accident ayant eu des conséquences sur les voies ferrées (ou susceptibles d'en avoir) et les coordonnées du service SNCF y figurent de manière visible. Cette procédure est régulièrement testée, et est mise à jour aussi souvent que nécessaire, notamment pour les coordonnées SNCF. Un test annuel de l'appel SNCF est réalisé par l'exploitant. L'exploitant enregistre la date et du résultat de ce test et les tient à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat VI du 12/10/2022 :

L'exploitant ne dispose pas d'une procédure d'alerte de la SNCF.

Constat VI du 23/09/2024 :

L'exploitant n'a pas mis en place la procédure d'alerte de la SNCF. Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023.

Constat VI du 24/12/2024 :

Le 23 décembre 2024, l'alarme incendie du magasin engrais s'est déclenchée. Ce magasin d'engrais (soumis au régime de l'autorisation) contenant notamment 1000 tonnes d'engrais, est situé en bordure de la voie de chemin de fer de la ligne N du Transilien.

Lors de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur la procédure d'alerte de la SNCF.

L'exploitant a précisé, ne pas connaître la procédure d'alerte SNCF et ne pas savoir qui appeler en cas d'incident ou d'accident.

L'inspection a constaté qu'aucune consigne d'alerte n'était affichée au niveau des bureaux concernant cette procédure.

Constat : Absence de procédure d'alerte de la SNCF.

Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Stockage de liquide susceptible de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2025

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être

associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...]

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération, des fuites éventuelles.

Constats :

Constat VI du 23/09/2024 :

La gestion des rétentions associées aux récipients de produits phytopharmaceutiques mis en œuvre dans les silos n'est pas satisfaisante : absence de protection ou abris vis-à-vis des intempéries ...

Constat VI du 24/12/2024 :

Lors de la visite, **il a été constaté que les actions correctives proposées par courrier daté du 24 octobre 2024 en réponse au constat relevé le 23/09/2024, n'ont pas été mises en place.**

L'inspection a constaté qu'un GRV vide ayant contenu de l'engrais liquide était déposé à même le sol et que les rétentions associées aux récipients de produits phytopharmaceutiques (engrais liquides) pleins n'étaient toujours pas satisfaisantes. Aucune protection vis à vis des intempéries étaient prévues.

Constat : La gestion des rétentions des engrais liquides n'est pas satisfaisante.

Par courriel daté du 24/12/2024, l'exploitant a précisé avoir " *immédiatement transféré les deux emballages plein dans une zone couverte sur leurs rétentions individuelles* " et a transmis une photo de l'action réalisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Clôture du magasin engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Limite des accès au magasin engrais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2025

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes les dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations.

En dehors des horaires de travail, l'établissement est fermé par tout moyen approprié.

Une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres interdit l'accès à l'établissement, sauf en cas d'impossibilité justifiée.

Constats :

Constat du 23/09/2024 :

L'inspection a constaté l'absence de clôture de l'établissement côté du magasin engrais. Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°3 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023.

Le rapport d'inspection établi à la suite de cette visite a été adressé à l'exploitant par courrier daté du 17 octobre 2024. L'exploitant avait 15 jours pour répondre aux constats.

Par courriel reçu le 24 octobre 2024, l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux constats relevés. Concernant le sujet de la clôture, il avait indiqué " *notre magasin à engrais est en bordure de voie communale de la gare, nous n'avons pas suffisamment d'espace sur notre terrain pour implanter une clôture* ".

Par courrier daté du 13 décembre 2024, l'inspection a informé l'exploitant qu'il ne répondait pas au constaté formulé et que ce dernier était maintenu. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'aucune mesure compensatoire n'est proposée et que le non-respect du point 1 de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2023 constitue un délit.

Constat 24/12/2024 :

Lors de l'incident du 23 décembre 2024, les sapeurs pompiers ont constaté que 2 portes du magasin engrais étaient ouvertes. Les stockages des ammonitrates étaient donc accessibles.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il s'agissait d'un acte malveillant.

Au jour de l'inspection les 2 serrures des 2 portes ont été réparées. Les portes fermaient donc à clés.

Toutefois, l'inspection des installations classées a constaté que le magasin engrais ne disposait toujours pas de clôture contrairement à ce qu'impose d'arrêté ministériel de prescriptions générales.

Cette situation montre le caractère insuffisant des moyens mis en place pour limiter l'accès aux installations.

Constat : L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;

Non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023. L'inspection rappelle de nouveau que **le non-respect du point 1 de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2023 constitue un délit.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Entretien de la réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/08/2008, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenus et maintenus en état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : Constat VI du 24/12/2024 : L'inspection a constaté la présence de végétation au niveau du bassin incendie de 120 m3 situé à l'extrémité du site. Cette végétation est de nature à endommager le-dit bassin incendie. Par ailleurs, ce bassin ne dispose pas de niveau. <u>Par courriel daté du 24 décembre</u> , l'exploitant a précisé qu'il allait " <i>remplacer ce bassin par une citerne souple type poche fermée à délais à confirmer 1er trimestre 2025</i> " et " <i>nettoyage de la zone actuelle à janvier 2025</i> ". Constat : Le bassin incendie de 120m3 n'est pas correctement entretenu. <u>Pour mémoire</u> : Un constat similaire avait été notifié à l'exploitant sur la réserve située à proximité du magasin engrais 2 mois auparavant, le 23/09/2024. L'exploitant n'était donc pas sans savoir que les protections contre l'incendie doivent être correctement entretenues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie définis à l'article 11.2.1 du présent arrêté ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

Constats :

Constat VI du 24/12/2024 :

L'inspection a constaté que l'extincteur situé dans la case 2 du magasin engrais contenant de l'ammonitrate soufré (24 + 16 / 594 / rubrique 4702-IV) n'était pas fonctionnel.

Cet extincteur était identifié comme percuté, ayant subi un choc. Sa dernière vérification datait de septembre 2023. Cet extincteur aurait dû être changé depuis plus d'un an.

Par courriel daté du 24 décembre, l'exploitant a précisé " *Nous passons une commande rapidement pour changer cet extincteur. Nous vous informons du délai rapidement* ".

Constat : Un extincteur de la case 2 du magasin engrais n'était pas fonctionnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2015, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Stockage d'engrais solides

Prescription contrôlée :

Voir tableau Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Constats :

Constat VI du 24/12/2024 :

D'après les éléments de l'exploitant, l'état des stockages d'engrais solides respectent l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Par courriel daté du 24 décembre, l'exploitant a transmis le tableau relatif à l'état des stocks du

magasin engrais. Cet état des stocks n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Constat : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite